

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

***En République centrafricaine, les attaques contre l'éducation ont augmenté entre 2017 et 2018, et elles ont diminué entre 2018 et 2019, marquant une baisse globale par rapport à la période de référence 2013-2017. L'utilisation militaire des écoles par des groupes armés non étatiques a persisté, avec un grand nombre de groupes établissant des points de contrôle près des enceintes des écoles.***

### Contexte

Après une période de calme relatif suite à la crise de 2012-2015, la violence s'est à nouveau intensifiée en 2017 et 2018 dans les préfectures de Ouaka, de Haute-Kotto et de Nana-Grébizi en République centrafricaine (RCA).<sup>1</sup> Les groupes armés, qui contrôlaient plus de la moitié du pays en 2018, se sont continuellement fragmentés et ont proliféré, capitalisant souvent sur les tensions interreligieuses et intercommunautaires à leur propre profit.<sup>2</sup> Les combats entre les factions ex-Séléka et anti-balaka ont continué de déclencher des exécutions de représailles entre les communautés ethniques et religieuses dans tout le pays.<sup>3</sup>

En 2018, Human Rights Watch et Amnesty International ont signalé que des groupes armés continuaient de cibler des civils ainsi que des travailleurs humanitaires, et que les forces de maintien de la paix de l'ONU, les forces de sécurité nationales et les groupes armés avaient commis des actes de violence sexuelle contre des femmes et des filles, ainsi que contre des garçons et des hommes.<sup>4</sup> Ces abus étaient cohérents avec la cartographie des violations de droits humains de 2003 à 2015 établie par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), qui a également mis en évidence l'incendie criminel des écoles.<sup>5</sup>

Le 6 février 2019, le gouvernement centrafricain et des représentants de 14 groupes armés ont signé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation, à Bangui, après 18 mois de négociations.<sup>6</sup> Dans cet accord, ainsi que dans des plans d'action entre l'ONU et trois factions de l'ex-Séléka, les groupes armés se sont engagés à mettre fin aux graves violations contre les enfants, notamment les attaques contre les écoles.<sup>7</sup> En août 2019, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a signalé que les incidents d'abus et de violations de droits humains avaient diminué au premier semestre 2019 par rapport à la même période en 2018, passant de 1 674 à 565 incidents, dont la grande majorité ont été commis par des groupes armés non étatiques.<sup>8</sup>

Le conflit a profondément affecté les civils entre 2017 et 2019. En 2019, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a estimé qu'un Centrafricain sur quatre était soit déplacé, soit réfugié, le nombre de demandeurs d'asile dans les pays voisins augmentant d'environ 6% par an au cours de la période de référence 2017-2019.<sup>9</sup> Le Cluster Protection en RCA a documenté plus de 1 000 incidents de protection par mois en 2018.<sup>10</sup>

Save the Children a classé la RCA comme l'un des dix pays les plus défavorisés pour les enfants touchés par les conflits en 2019.<sup>11</sup> L'ONU a constaté que le taux de recrutement d'enfants par les forces étatiques et les groupes armés non étatiques a quadruplé en 2017 par rapport à 2016, avec 196 garçons et 103 filles touchés.<sup>12</sup> Un certain succès a eu lieu en 2018, lorsque les Nations Unies ont déclaré avoir aidé à la libération de 913 enfants, dont 242 filles, appartenant à des groupes armés.<sup>13</sup>

L'éducation a été explicitement prise pour cible dans le conflit, ou affectée par l'insécurité. En octobre 2018, l'ONU a signalé que 340 écoles n'étaient pas fonctionnelles et que 28 d'entre elles étaient occupées par des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) ou par des groupes armés.<sup>14</sup> La violence a eu des conséquences néfastes sur les résultats scolaires : en 2017, la RCA avait un taux d'achèvement du primaire de seulement 49%.<sup>15</sup> L'insécurité a également empêché les enseignants de se déployer dans les écoles régionales<sup>16</sup> ; en conséquence, les maîtres-parents, ou les parents qui ont assumé des rôles d'enseignant sans qualifications formelles, représentaient plus de 50% des enseignants en RCA en 2017, selon le ministère de l'Éducation.<sup>17</sup>

### Attaques contre les écoles

Pour la période de référence 2017-2019, la GCPEA a collecté des rapports documentant au moins 97 attaques contre des écoles. Il s'agit de moins d'incidents signalés par rapport à la période entre 2013 et 2017, où plus de 100 attaques contre des écoles ont été signalées.<sup>18</sup> De plus, par rapport à la période précédente, les incendies criminels sont restés

l'une des formes d'attaques contre les écoles les plus fréquemment signalées, tandis que les rapports de pillage ont diminué. L'ONU a signalé que la majorité des attaques vérifiées contre des écoles ont été perpétrées par des factions de l'ex-Séléka.<sup>19</sup>

En 2017, le Cluster Éducation en RCA a signalé des attaques contre plus de 60 écoles, affectant l'éducation d'au moins 150 000 enfants.<sup>20</sup> Au cours de cette même période, l'ONU a vérifié 28 attaques contre des écoles ; les anti-balaka, le Front populaire pour la renaissance en République centrafricaine (FPRC) et l'Union pour la paix en République centrafricaine (UPC) figuraient parmi les groupes responsables de ces attaques.<sup>21</sup> De plus, fin 2017, l'insécurité a entraîné la fermeture de 500 écoles, avec des situations particulièrement désastreuses dans les préfectures de Basse-Kotto, Haute-Kotto, Haut-Mbomou et Mbomou.<sup>22</sup>

En 2018, l'ONU a vérifié 34 attaques contre des écoles en RCA, marquant une augmentation de 21% du nombre d'incidents vérifiés par rapport à 2017.<sup>23</sup> Le nombre total d'incidents collectés par le Cluster Éducation n'était pas disponible pour comparaison. Au moment de la rédaction du présent rapport, la GCPEA avait recueilli des rapports des médias, des Nations Unies et des ONG sur 21 attaques contre des écoles en 2018.<sup>24</sup> Parmi ces écoles, quatorze étaient des espaces d'éducation alternative financés par des bailleurs de fonds internationaux qui auraient été détruits ou incendiés, bien que des détails sur les auteurs et les dates des attaques n'aient toujours pas été confirmés.<sup>25</sup> En raison de l'accès limité aux données de l'ONU, le nombre de rapports collectés par la GCPEA également inclus dans les décomptes vérifiés par l'ONU demeurait incertain.

Parmi les autres attaques signalées contre des écoles primaires publiques ou communautaires figuraient les suivantes :

- À une date non précisée début janvier 2018, l'école primaire de Latiou, préfecture de Haute-Kotto, a été incendiée par des membres d'un groupe armé inconnu, détruisant le toit et les bureaux. L'école a fermé ensuite pour une durée indéterminée.<sup>26</sup>
- Lors de combats de représailles entre des éléments du FPRC et du Mouvement patriotique centrafricain (MPC) à une date non précisée au premier semestre 2018, les bureaux des directeurs des écoles primaires de Maraomba et de Blagadja près de la ville de Mbrès, préfecture de Nana-Grébizi, auraient été endommagés, et du matériel pédagogique aurait été retrouvé éparpillé à l'extérieur des bâtiments.<sup>27</sup>
- Lors des combats susmentionnés entre le FPRC et le MPC près de Mbrès, l'école maternelle de Maraomba aurait été incendiée, provoquant la destruction de matériel pédagogique.<sup>28</sup>
- En mars 2018, une explosion aurait détruit l'école primaire publique d'Andjou, dans la préfecture de Ouaka, tuant et blessant des civils, mais le nombre de blessés ou de morts d'élèves ou d'enseignants est inconnu.<sup>29</sup>

Au premier trimestre de 2019, l'ONU a vérifié quatre attaques contre des écoles, soit une réduction de 88% par rapport à la collecte de données vérifiées par l'ONU pour 2019.<sup>30</sup>

### ***Attaques contre des élèves, des enseignants et autres membres du personnel éducatif***

Au cours de la période de référence 2017-2019, la GCPEA a collecté des rapports documentant un total de 13 attaques contre des élèves, des enseignants et autres membres du personnel éducatif,<sup>31</sup> survenant (parfois) occasionnellement, comme observé entre 2013 et 2016.<sup>32</sup>

Après la publication d'*Education under Attack 2018*, la GCPEA a identifié un rapport faisant état d'une attaque contre un enseignant en 2017, au cours de laquelle des assaillants présumés appartenant à l'ex-Séléka ont enlevé un directeur d'école à Pombolo, préfecture de Mbomou, un jour non spécifié en décembre 2017.<sup>33</sup> En comparaison, La GCPEA a identifié sept attaques signalées contre des élèves et du personnel scolaire en 2018, et cinq en 2019, détaillées ci-dessous.

En 2018 et 2019, la GCPEA a reçu au moins trois rapports d'enlèvement de maîtres-parents. Dans les trois cas, les maîtres-parents travaillaient dans des centres d'éducation alternative financés par des organisations internationales au sein de sites pour personnes déplacées. Dans deux cas qui se seraient produits respectivement les 11 et 12 février 2019 sur le site PK3 pour personnes déplacées près de la ville de Bria, dans la préfecture de Haute-Kotto, et sur le site pour personnes déplacées de Ndoubou à Batangafo, préfecture de Ouham, respectivement, les maîtres-parents étaient sur le trajet aller ou retour de formations dispensées par des partenaires nationaux.<sup>34</sup> Dans le troisième cas, début no-

vembre à PK3, ville de Bria, le maître-parent aurait été enlevé par des forces anti-balaka alors qu'il effectuait des travaux agricoles. L'association avec des organisations humanitaires était connue pour augmenter le risque d'enlèvement contre rançon en RCA.<sup>35</sup>

D'autres attaques signalées contre des enseignants en 2018 comprenaient :

- Le 18 janvier 2018, des membres d'une faction de l'ex-Séléka ont tué le directeur de l'école de Yengue, dans la préfecture de Mbomou, dans le contexte des violences persistantes qui avaient éclaté en décembre 2017.<sup>36</sup>
- Le 25 février 2018, des assaillants armés non identifiés ont tué cinq travailleurs de l'éducation humanitaire et un consultant des Nations Unies qui se rendaient à Markounda, dans la préfecture du Nord-Ouest, pour dispenser une formation d'enseignant. Le Conseil de sécurité de l'ONU a par la suite condamné l'attaque.<sup>37</sup>
- Début mars 2018, un enseignant du primaire aurait été tué près d'une école à Goubali, préfecture de Ouaka, alors que des écoliers étaient présents ; l'école aurait également été endommagée à la suite de l'attaque perpétrée par des assaillants armés inconnus.<sup>38</sup>
- Le 17 mars 2018, des forces anti-balaka auraient enlevé un conseiller en éducation dans la ville de Bangassou, préfecture de Mbomou, après avoir trouvé des noms présumés « musulmans » dans son téléphone portable, a rapporté le Réseau des journalistes pour les droits de l'homme. Les kidnappeurs auraient demandé une rançon pour sa libération.<sup>39</sup>

En outre, un incident de menaces contre des écoliers a été enregistré le 19 novembre 2018, lorsque des membres d'un groupe armé non spécifié auraient érigé des barrières pour empêcher les enfants d'entrer à l'école Maidou à Bambari, dans la préfecture de Ouaka. Selon une ONG internationale, l'école accueillait des élèves musulmans et chrétiens. Les hommes armés auraient menacé d'enlever les enfants.<sup>40</sup>

En 2019, les attaques contre le personnel éducatif semblaient avoir légèrement diminué par rapport à l'année précédente, la GCPEA recueillant deux rapports relatifs aux meurtres de personnel éducatif, ainsi que l'enlèvement d'un maître-parent détaillé ci-dessus. Ceux-ci comprenaient :

- Le 19 janvier 2019, les forces de l'UPC auraient tué un travailleur humanitaire et un enseignant à Bambari, préfecture de Ouaka, selon Radio Ndeke Luka et la Base de données sur la sécurité des travailleurs humanitaires.<sup>41</sup>
- Les médias locaux et le Cluster Éducation ont rapporté que le 20 juillet 2019, le directeur d'une école catholique privée de Niem-Yelewa, préfecture de Nana-Mambéré, a été assassiné par des assaillants inconnus.<sup>42</sup>
- Le 26 mai 2019, des assaillants armés non identifiés ont tué le Chef du secteur de l'éducation et son chauffeur, sur la route entre Kabo et Moyen Sido, préfecture d'Ouham. Les victimes revenaient de collecter des données pour l'annuaire statistique de l'éducation.<sup>43</sup>
- À une date non précisée en août 2019, des hommes armés non identifiés auraient volé huit enseignants revenant d'un atelier de formation organisé par une ONG internationale.<sup>44</sup>

### **Utilisation militaire des écoles et universités**

Entre 2017 et 2019, la GCPEA a documenté au moins 32 rapports d'utilisation militaire d'écoles, notamment comme points de contrôle, campements et bases. L'utilisation militaire au cours de la période s'est produite à un rythme similaire à celui de la période de référence 2013-2017, lorsque des dizaines d'écoles ont été utilisées par les forces armées ou des groupes armés, certaines pendant de longues périodes.<sup>45</sup> L'utilisation militaire a eu lieu dans les préfectures de Haute-Kotto, Nana-Grébizi, Mambéré-Kadéï, Ouham-Pendé et Ouaka, et a été perpétrée par des groupes armés et des forces de sécurité de l'État. Au moins trois écoles ont été utilisées par des groupes armés en 2017, et l'ONU a signalé que 12 écoles avaient été endommagées au cours de cette période en raison d'une utilisation militaire à long terme.<sup>46</sup> En 2017, la GCPEA a identifié des rapports d'au moins 16 chefs d'accusation d'utilisation militaire d'écoles, principalement dans la préfecture de Ouaka.<sup>47</sup>

Pour 2018, la GCPEA a collecté 13 rapports d'utilisation militaire d'écoles et d'établissements d'enseignement.<sup>48</sup> Les groupes armés étaient responsables de toutes les utilisations signalées sauf une, ce qui, dans un grand nombre de cas, a également conduit à la destruction du mobilier et des infrastructures scolaires ainsi qu'à la fermeture d'écoles

dans les zones environnantes. Pendant cette même période, l'ONU a vérifié l'utilisation militaire de sept écoles, dont quatre ont été attribuées au FPRC, deux au 3R et une aux forces anti-balaka.<sup>49</sup>

Certains exemples d'utilisation militaire comprenaient :

- Le 10 janvier 2018, des sources onusiennes ont signalé la présence continue d'une base militaire devant une école à Kombélé, préfecture de Ouaka, en place depuis au moins le 8 novembre 2017.<sup>50</sup>
- De mi-février 2018 à juin 2018 au moins, quatre écoles de la ville de Bria, en Haute-Kotto, ont été occupées par des groupes armés et, pendant cette période, ont été complètement détruites et pillées par des éléments anti-balaka et ex-Séléka lors de combats récurrents. L'ONU a également vérifié les dommages causés aux bâtiments et au mobilier scolaires.<sup>51</sup>
- Fin mars 2018, des membres du groupe armé 3R auraient occupé l'école primaire sous-prélectorale de Kouï, préfecture d'Ouham-Pendé, tandis que leur chef résidait devant l'école. L'école serait restée opérationnelle pendant l'occupation.<sup>52</sup>
- Le 25 avril 2018, le Cluster Éducation a rapporté que le FPRC utilisait deux écoles près de Kaga-Bandoro, préfecture de Nana-Grébizi. Le Cluster a noté que 33 des 77 écoles de la préfecture ont fermé après la présence du FPRC dans la région, affectant l'éducation de 21 665 élèves, dont 9 870 filles.<sup>53</sup>
- Le Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU a rapporté que le 4 décembre 2018, 120 éléments 3R campaient dans l'école de Dilapoko dans la préfecture de Mambéré-Kadéï. Les hommes auraient été lourdement armés.<sup>54</sup>
- Dans la ville de Digui, préfecture de Ouaka, des groupes armés auraient utilisé une école à plusieurs reprises, intimidant le personnel et les élèves et exigeant d'utiliser le réseau de téléphonie mobile, selon un rapport d'une organisation internationale en décembre 2018. Cela a conduit à la fermeture de l'école et interrompu l'éducation d'environ 200 élèves.<sup>55</sup>

L'établissement de points de contrôle dans ou à proximité des écoles est également resté une forme courante d'utilisation militaire en 2018. Le 6 novembre 2018, une organisation internationale a signalé un point de contrôle militaire du FPRC devant l'école de Piango à Bria ; le groupe aurait également utilisé le bureau du ministère de l'Éducation situé en face de l'école.<sup>56</sup> Une autre organisation internationale a indiqué que le point de contrôle existait toujours le 25 janvier 2019 et que des groupes armés, à deux reprises, avaient contacté des responsables du ministère pour s'enquérir de l'identité des personnes qui avaient demandé que le point de contrôle soit supprimé ; les fonctionnaires du ministère ont perçu cela comme une menace.<sup>57</sup> Le 19 novembre 2018, des groupes armés se sont positionnés près de l'école Maidou à Bambari, préfecture de Ouaka, où ils ont installé un poste de contrôle et occupé les maisons environnantes.<sup>58</sup>

En 2019, l'utilisation militaire des écoles, par des parties armées étatiques aussi bien que non étatiques, s'est produite moins fréquemment que l'année précédente. L'ONU a vérifié six incidents d'utilisation d'écoles par des forces armées ou des groupes armés ;<sup>59</sup> il s'agissait notamment de violations par les groupes armés de l'UPC, de 3R et du MPC dans les préfectures de Ouaka, de Haute-Kotto, de Basse-Kotto, de Ouham-Pendé et de Haute-Mbomou.<sup>60</sup> La GCPEA a également reçu deux rapports d'incidents d'utilisation militaire au moment de la rédaction du présent rapport :

- Le 25 janvier 2019, une organisation internationale a signalé que le bureau du ministère de l'Éducation à Bria, dans la préfecture de Haute-Kotto, était toujours utilisé par le FPRC.<sup>61</sup> Le bureau était situé près de l'école Piango à Bria, où le point de contrôle signalé en novembre 2018 a également été observé au moment de la rédaction de ce rapport.<sup>62</sup>
- À Alindao, dans la préfecture de Basse-Kotto, l'UPC a utilisé une école maternelle fin mai 2019. Le rapport indiquait également que le groupe avait installé un point de contrôle à seulement 20 mètres de l'école.<sup>63</sup> Le groupe armé a évacué l'école en juillet 2019.<sup>64</sup>

- <sup>1</sup> Human Rights Watch, *Rapport mondial 2019* (New York : Human Rights Watch, 2019), chapitre sur la République centrafricaine ; Amnesty International, *Rapport Amnesty International 2017/2018*, (Londres : Amnesty International, 2018), chapitre sur la République centrafricaine, p. 118.
- <sup>2</sup> OCHA, « Plan d'intervention humanitaire : Janvier-Décembre 2019 », (Bangui : OCHA, décembre 2018), pp. 8-9.
- <sup>3</sup> ICG, *Central African Republic: The Roots of Violence*, (Bruxelles : ICG, 21 septembre 2015), Africa Report no. 230.
- <sup>4</sup> Human Rights Watch, *Rapport mondial 2019*, chapitre sur la République centrafricaine ; Amnesty International, *Rapport Amnesty International 2017/18*, chapitre sur la République centrafricaine, p. 118.
- <sup>5</sup> « Report of the Mapping Project documenting serious violations of international human rights law and international humanitarian law committed within the territory of the Central African Republic between January 2003 and December 2015 », HCR, mai 2017.
- <sup>6</sup> « République centrafricaine : La justice est essentielle à la paix », communiqué de presse de Human Rights Watch, 22 février 2019 ; Conseil de sécurité de l'ONU, « Political Agreement for Peace and Reconciliation in the Central African Republic », S/2019/145, février 2019.
- <sup>7</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, « Children and armed conflict in the Central African Republic: Report of the Secretary-General », S/2019/852, 30 octobre 2019, paras. 61-62.
- <sup>8</sup> « Baisse des incidents d'abus et violations des droits de l'homme en RCA durant le premier semestre 2019 », communiqué de presse de la MINUSCA, 7 août 2019.
- <sup>9</sup> OCHA, « RCA : Aperçu des Besoins Humanitaires (HNO 2020) », octobre 2019, p. 38.
- <sup>10</sup> Chiffres du Cluster Protection, octobre 2018, cités dans « Central African Republic: Humanitarian Situation Report », UNICEF, décembre 2018.
- <sup>11</sup> Save the Children, *Stop the War on Children: Protecting Children in 21<sup>st</sup> Century Conflict*, (Save the Children, 2019), p. 10.
- <sup>12</sup> Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU « Children in Armed Conflict: Report of the Secretary-General » A/72/865-S/2018/465, 16 mai 2018, para. 36.
- <sup>13</sup> « Central African Republic: Humanitarian Situation Report », UNICEF, décembre 2018.
- <sup>14</sup> OCHA, « Plan d'intervention humanitaire : Janvier-Décembre 2019 », OCHA, décembre 2018, p. 9.
- <sup>15</sup> Groupe de coordination Inter-clusters en RCA, « Rapport périodique de monitoring: plan de réponse humanitaire 2018 », juin 2018.
- <sup>16</sup> OCHA, « Plan d'intervention humanitaire : Janvier-Décembre 2019 », OCHA, décembre 2018, p. 32. ; Cluster Éducation RCA, « Stratégie Cluster Éducation République Centrafricaine 2019-2021 », février 2019.
- <sup>17</sup> MEPSTA, « RCA : Annuaire statistique 2016-2017 », (Bangui : MEPSTA, décembre 2017), p. 137.
- <sup>18</sup> GCPEA, *l'Éducation prise pour cible 2018*, p. 99.
- <sup>19</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, « Children and armed conflict in the Central African Republic: Report of the Secretary-General », S/2019/852, 30 octobre 2019, para. 43.
- <sup>20</sup> Cluster Éducation RCA, « Bulletin Annuel d'Information – 2017 », 25 février 2018, p. 1.
- <sup>21</sup> Secrétaire général et Conseil de sécurité de l'ONU, « Children and armed conflict: Report of the Secretary General » A/72/865-S/2018/465, 16 mai 2018, para 40.
- <sup>22</sup> Conseil de sécurité des Nations Unies, « Report of the Secretary-General on the Central African Republic », S/2018/125, 15 février 2018, para. 30.
- <sup>23</sup> Assemblée générale et Conseil de sécurité de l'ONU, « Children and armed conflict: Report of the Secretary-General », S/2019/509, 30 juillet 2019, para. 37.
- <sup>24</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 12 novembre 2018 ; information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>25</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 12 novembre 2018.
- <sup>26</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>27</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>28</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>29</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>30</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 7 mai 2020.
- <sup>31</sup> Vous trouverez une liste complète de références sur le site internet de la GCPEA, <http://www.protectingeducation.org/education-under-attack-2020-references>
- <sup>32</sup> GCPEA, *l'Éducation prise pour cible 2018*, pp. 99-100.
- <sup>33</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>34</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>35</sup> Entretien avec un interlocuteur de l'ONU le 13 mars 2019.
- <sup>36</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>37</sup> « Security Council condemns attack on education workers in Central African Republic », UN News, 6 mars 2018 ; Richard Pérez Peña, « 6 Aid Workers Killed Amid Chaos in Central African Republic », *The New York Times*, 28 février 2018.
- <sup>38</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>39</sup> Réseau des journalistes pour les droits de l'homme, cité dans ACLED, Event ID CEN3941.
- <sup>40</sup> Email reçu le 13 mars 2019 du Cluster Éducation RCA.
- <sup>41</sup> *Radio Ndeke Luka*, cité dans ACLED, Event ID CEN4379 ; Aid Worker Security, Security incident data, dernière mise à jour : 4 décembre 2019.
- <sup>42</sup> Cluster Éducation RCA, « Bulletin d'information, Deuxième trimestre 2019 », août 2019, p. 2. ; *Corbeau News*, cité dans ACLED, Event ID CEN4696 (données téléchargées le 5 décembre 2019).
- <sup>43</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 5 novembre 2019.
- <sup>44</sup> Information received from an international humanitarian organization via email le 30 septembre 2019.
- <sup>45</sup> GCPEA, *l'Éducation prise pour cible 2018*, p. 102.
- <sup>46</sup> Secrétaire général et Conseil de sécurité de l'ONU, « Children and armed conflict: Report of the Secretary-General », A/72/865-S/2018/465, 16 mai 2018, para. 40.
- <sup>47</sup> Human Rights Watch, *No Class: When Armed Groups Use Schools in the Central African Republic*, (New York: Human Rights Watch, mars 2017), pp. 19-20 ; Base de données du Cluster Éducation RCA, shared with GCPEA le 30 mars 2017 ; UN OCHA, « République Centrafricaine : Région : Est, Bambari Rapport hebdo de la situation no 32 (13 Août 2017) », 13 août 2017, p. 3.
- <sup>48</sup> UNDSS, « Bulletin quotidien sécuritaire », 5 décembre 2018, p. 2. Shared by UN respondent ; Email received le 13 mars 2019 from UN respondent.
- <sup>49</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, « Report of the Secretary-General on children and armed conflict », S/2019/509, 20 juin 2019, para. 37.
- <sup>50</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>51</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>52</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>53</sup> UNDSS, « Bulletin quotidien sécuritaire », 5 décembre 2018, p. 2. Shared by UN respondent.
- <sup>54</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>55</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>56</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>57</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>58</sup> Information received from a UN respondent, 7 mai 2020.
- <sup>59</sup> Cluster Éducation RCA, « Bulletin d'information, Deuxième trimestre 2019 », août 2019 ; Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU le 7 mai 2020.
- <sup>60</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>61</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 13 mars 2019.
- <sup>62</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 15 août 2019.
- <sup>63</sup> Information reçue d'un interlocuteur de l'ONU via email le 7 mai 2020.